



ENSEMBLE POUR :

Une augmentation des salaires dans la Fonction publique et des emplois publics correspondant aux besoins !

La politique d'austérité fait peser, depuis des années, une contrainte lourde sur les rémunérations des agents de la Fonction publique par le blocage de la valeur du point d'indice, le ralentissement des avancements, la stagnation des grilles indiciaires.

Le pouvoir d'achat des agents ne cesse de baisser !

Les inégalités de traitements s'accroissent et menacent la cohésion des collectifs de travail.

Le Gouvernement vient d'annoncer **50 milliards d'économies supplémentaires** dont l'effort pèsera en grande partie sur les services publics. Dans le même temps, il confirme **un cadeau de 30 milliards d'euros au patronat !**

Le point d'indice est gelé depuis 2010 et Manuel Valls annonce sa poursuite jusqu'en 2017 !

Dans toute la Fonction publique, les conditions de travail n'en finissent pas de se dégrader. Les abandons de missions, les suppressions d'emplois font perdre le sens du travail et contribuent à instaurer une précarisation de l'emploi public.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires refusent l'application du pacte de responsabilité qui s'apparente à un véritable pacte d'austérité !

Ce pacte "d'irresponsabilité" accentue la casse de notre modèle républicain de cohésion sociale et de son financement, notamment en ce qui concerne **la protection sociale**.

C'est bien d'un changement de cap dont nous avons besoin !

Il est urgent de changer de logique et de valoriser les services publics et le travail des fonctionnaires !

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires revendiquent :

- ⇒ Une revalorisation immédiate du point d'indice,
- ⇒ Une refonte des grilles indiciaires pour une meilleure reconnaissance des qualifications,
- ⇒ L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire,
- ⇒ Des emplois statutaires pour faire face aux besoins,
- ⇒ L'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Ce qui implique le retrait du pacte de « responsabilité », qui s'oppose frontalement à ces revendications.

ENSEMBLE EN GREVE ET EN MANIFESTATION

JEUDI 15 MAI 2014

10 h 30 : place de la Liberté à Toulon.

10 h 30 : sous-préfecture de Draguignan.